



Représentation suisse à: San José	
Pays: Costa Rica	Date de la dernière mise à jour: 31.05.2018

Rapport économique 2017

0	Résumé	2
1	Problèmes et enjeux économiques	2
2	Accords internationaux et régionaux économiques	5
2.1	Politique, priorités du pays	5
2.2	Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination)	7
3	Commerce extérieur	7
3.1	Evolution et perspectives générales	7
3.2	Commerce bilatéral	7
4	Investissements directs	8
4.1	Evolution et perspectives générales	8
4.2	Investissements bilatéraux	9
5	Promotion commerciale, économique et touristique « Promotion de l'image de la Suisse »	9
5.1	Instruments de la promotion économique extérieure	9
5.2	Intérêt du Costa Rica pour la Suisse	10
6	Annexes	11
6.1	ANNEXE 1	12
6.2	ANNEXE 2	13
6.3	ANNEXE 3	13
6.4	ANNEXE 4	14
6.5	ANNEXE 5	15

0 Résumé

Le Costa Rica est connu pour sa stabilité politique, sociale et économique mais aussi pour être l'un des pays parmi les plus riches d'Amérique centrale. Les structures institutionnelles sont le fruit d'une longue tradition démocratique. Cette stabilité ainsi qu'un capital humain relativement bien formé si comparé aux autres pays centraméricains permettent au Costa Rica d'augmenter son attractivité vis-à-vis des investisseurs étrangers et a engendré une dynamique de croissance régulière. Le dynamisme et le développement économique du pays sont toutefois freinés par un panorama politique assez divisé qui ne permet pas d'implémenter les nécessaires réformes fiscales et budgétaires. À cela s'ajoute une forte bureaucratisation systémique qui pourrait représenter un obstacle aux financements étrangers futurs. La forte hausse du fardeau de la dette et le déficit budgétaire croissant sont le résultat d'un système tributaire qui s'appuie sur une base fiscale très faible et avec des dépenses publiques nébuleuses. Les améliorations promises par le gouvernement passé (nouveau gouvernement depuis mai 2018) dans le domaine de l'infrastructure tardent à se matérialiser et le pays pâtit d'un réseau routier de plus en plus inadapté en plus d'être en mauvais état. Il est encore trop tôt pour déterminer si le traité de libre-échange entré en vigueur en 2014 déploie ses effets, même si les données statistiques les plus récentes indiquent une croissance des échanges bilatéraux.

1 Problèmes et enjeux économiques

De mai 2014 à mai 2018, Luis Guillermo Solís Rivera du *Parti d'Action Citoyenne* (PAC, centre-gauche) a été le président du Costa Rica. Cependant, le principal parti au parlement national pendant cette période a été le *Parti de libération nationale* (PLN, centre-droite) tandis que le parti du président a été représenté seulement avec 13 des 57 sièges disponibles. La pluralité des partis politiques et le manque de consensus parlementaire ont clairement entravé la mise en œuvre des initiatives gouvernementales et des réformes économiques et fiscales que le gouvernement Solís avait souhaité mettre en place. La campagne préélectorale et électorale qui a occupé une bonne partie de l'année 2017 et les premiers mois de 2018 a en partie « paralysé » le pays et les quatre prochaines années du nouveau gouvernement ne s'annoncent pas des plus aisées.

Le FMI s'est dernièrement montré alarmant quant à la situation économique du pays. A la fin 2017, il a identifié de sérieuses vulnérabilités quant au système des pensions, aux marchés secondaires ainsi que les mécanismes de gestion des crises. Selon lui, des mesures immédiates devaient être prises car, pour le moment, le Costa Rica serait incapable de faire face à une crise financière.¹

En avril 2018, est parue une nouvelle étude économique publiée par l'OCDE sur le Costa Rica² qui présente l'état des lieux pour une possible adhésion de l'Etat centraméricain à ladite organisation. Cette étude a rappelé une nouvelle fois toute une série de faiblesses dans l'économie et dans les institutions costariciennes ainsi que la nécessité de réformes profondes au niveau législatif.

Le **taux de croissance du PIB** semble s'infléchir de plus en plus.³ Pour 2016, les indicateurs de la Banque Mondiale avaient déterminés une croissance du PIB de 4,3%. Pour 2017, elle a

¹ https://www.centralamericadata.com/es/article/home/Costa_Rica_no_podra_enfrentar_una_crisis_financiera (Consulté le 16.05.2018).

² *Estudios Económicos de la OCDE*, avril 2018. Disponible sur : <https://www.oecd.org/eco/surveys/Costa-Rica-2018-Estudios-Economicos-de-la-OCDE.pdf> (Consulté en mai 2018).

Voir également le chapitre 2 de *Estado de la Nación* (organisme étatique qui s'occupe d'évaluer les progrès effectués par le pays en matière de développement) intitulé « *Equidad e integración social* », accessible sur :

https://www.estadonacion.or.cr/files/biblioteca_virtual/018/Cap-2-Equidad-e-Integracion-Social.pdf (Consulté en mai 2018).

³ <http://www.worldbank.org/en/country/costarica/overview> (Consulté le 11.05.2018).

été fixée à 3,9% et elle devrait être de 3,6% pour 2018. Et ce même si certaines sources statistiques parlent plutôt d'une croissance de 1,3% (cf. tableau Annexe 2).⁴

En 2017, selon l'*Instituto Nacional de Estadística y Censos* (INEC)⁵, la **pauvreté** n'a pas connu de changement significatif, restant à quelque 20% de la population (contre 20,5% en 2016).⁶ Mais la pauvreté extrême a à nouveau baissé, passant de 6,3% en 2016 à 5,7% en 2017. Celle-ci est plus prononcée dans les zones rurales avec 7,9% (plus bas niveau des sept dernières années), contre 4,9% dans les zones urbaines. La région centre-Pacifique est la plus touchée avec 29,9% de gens vivant en condition de pauvreté. Cela contraste avec le centre du pays et ses 15,7%. D'autre part, le revenu mensuel médian des foyers a légèrement diminué, passant de ₡ 1'034'362 (environ 1'830 USD) à ₡ 1'027'291 (1'815 USD). Avec une inflation de 1,8%, cela revient à une diminution de 1,1% selon l'INEC. Le revenu par personne en 2017 était de ₡ 368'227, soit une diminution réelle de 2,1%. Les 20% des foyers aux revenus les plus modestes touchent 4,0% de la somme de tous les revenus alors que les 20% des foyers aux revenus les plus hauts en empochent plus de la moitié (50,9%).

Les inégalités salariales sont donc encore fortes au Costa Rica. Le **chômage** a été évalué à 8,1% en 2017 contre 9,3% une année auparavant.⁷ La plupart des Costaricains travaillent dans les services (67%), loin devant les secteurs secondaire (19%) et primaire.⁸ 43% des travailleurs occupent des places de travail informelles – que le pays tente de réduire⁹ – ce qui maintient et même augmente les inégalités existantes tout en représentant un obstacle à la productivité du pays.¹⁰ La loi interdit la **discrimination contre les femmes** et la plupart des ministères s'engage pour le respect de l'égalité de traitement entre hommes et femmes. Cependant, elles subissent de fortes entraves d'accès au marché du travail et leur taux de chômage est toujours supérieur à la moyenne nationale (en 2016, 10% pour les femmes contre 6,3% pour les hommes)¹¹. Le taux d'occupation moyen des femmes était en 2016 de 42,6% contre 70,3% pour les hommes¹². Le **niveau d'éducation** est tout à fait déterminant pour l'accès à un travail, le taux de participation à l'emploi croissant en fonction du niveau d'instruction (un peu plus de 30% pour ceux sans éducation contre environ 70% pour les universitaires).¹³ Mais le pays reste encore loin du niveau moyen de l'OCDE aux tests PISA et ce même s'il est parmi ceux qui consacrent à l'éducation les plus importantes dépenses par rapport à leur PIB.¹⁴

Tout le monde reconnaît qu'un des grands problèmes structurels du pays est l'**augmentation préoccupante de la dette**, qui est passée de 44,7% du PIB en 2016 à 49,1% en 2017 et va continuer à croître rapidement si rien n'est entrepris prochainement.¹⁵ A ce rythme, elle pourrait atteindre 65% du PIB en 2022, un niveau considéré comme excessif pour une économie émergente.¹⁶ La réforme fiscale nécessaire pour le redressement des finances publiques est pourtant la condition *sine qua non* à une éventuelle adhésion à l'OCDE. Celle-ci conseille d'ailleurs toute une série de mesures à prendre pour aller dans ce sens.¹⁷ Devant la situation qui n'avait cessé d'empirer ces dernières années, les principales agences de notation avaient fini par revoir leur évaluation à la baisse ou du moins un jugement négatif au début de l'année 2017 : BB pour Fitch¹⁸, Ba2 pour Moody's¹⁹ et BB- pour Standard & Poor's. La situation ne

⁴ Voir Annexe 2.

⁵ <http://www.inec.go.cr/noticia/pobreza-extrema-se-redujo-en-2017> (Consulté le 18.05.2018).

⁶ <https://www.nacion.com/economia/indicadores/pobreza-total-de-costa-rica-se-mantiene-y-la-extrema-se-reduce/16NGELVA6VEIDY63OCQQVIEYM/story/> (Consulté le 25.05.2018).

⁷ <https://www.indexmundi.com/g/g.aspx?c=cs&v=74&=es> (Consulté le 22.05.2018).

⁸ Voir Annexe 1.

⁹ <http://gobierno.cr/avanza-estrategia-para-reducir-empleo-informal-en-costa-rica/> (Consulté le 25.05.2018).

¹⁰ Le rapport de l'OCDE revient souvent sur la problématique de la croissance des inégalités. Voir : *Estudios Económicos de la OCDE*, op. cit., pp. 27-30, 38-39, 57, 62-63, 65, 70-72, 103, 109, 111, 113-116, 131-135, 140, 149-151, 153-154 et 158.

¹¹ <http://www.estadonacion.or.cr/estadisticas-index#social> (Consulté le 22.05.2018).

¹² *Ibid.*

¹³ *Ibid.*

¹⁴ *Estudios Económicos de la OCDE*, op. cit., pp. 13-14, 28-29, 69-71 et 148-158.

¹⁵ Voir Annexe 2.

¹⁶ Pour plus de détails, voir : *Estudios Económicos de la OCDE*, op. cit., pp. 53-67.

¹⁷ *Id.*, p. 55.

¹⁸ <https://www.fitchratings.com/site/pr/1017771> (Consulté le 18.05.2018).

¹⁹ https://www.moody.com/research/Moodys-downgrades-Costa-Ricas-government-bond-rating-to-Ba2-continued--PR_361770

s'annonce donc pas meilleure au début de l'année 2018²⁰ et les perspectives pour le Costa Rica ont même été dévaluées de « stables » à « négatives » par Fitch en janvier 2018²¹. Les trois agences considèrent l'augmentation de la dette publique et la balance commerciale comme les principaux facteurs de risque. Pour l'agence Fitch, le seul moyen d'y remédier sera une combinaison entre une réduction des dépenses publiques et une augmentation des impôts.²² Pour l'instant, la partie semble loin d'être gagnée, avec une différence négative qui s'élève à 6% du PIB entre les rentrées d'argent et les dépenses de l'Etat.²³ En outre, le Ministère du commerce a annoncé récemment que le déficit financier a augmenté de 1,5% du PIB pour le premier trimestre 2018, contre 1,3% à la même période de l'année précédente.²⁴ Pour 2019, le *Banco Central* pronostique même un déficit fiscal proche de 8% du PIB.²⁵ Le volume croissant des exportations a toutefois contribué à réduire le déficit du compte courant qui continue de se financer en totalité grâce aux investissements étrangers directs (IED).²⁶ Le rapport de l'OCDE propose plusieurs mesures à prendre pour agir sur le déficit fiscal.²⁷ Il indique bien que rétablir la soutenabilité de la dette est capital pour garantir la réussite de la stratégie de développement social et économique du Costa Rica, tout comme pour y réduire la pauvreté et les inégalités.²⁸

Les autorités gouvernementales sont bien conscientes de la délicate situation dans laquelle se trouve le pays²⁹ mais le dernier gouvernement s'est voulu positif en déclarant il y a peu que la situation économique du pays s'est stabilisée dans plusieurs secteurs (notamment la plus faible montée des prix pour les 40 dernières années et une augmentation des exportations de 16,9% entre 2014 et 2017)³⁰.

Le **taux d'inflation** estimé pour 2017 à 1,72% (-0,02% en 2016) par le FMI pourrait grimper à 2,85% en 2018³¹ alors que l'objectif de la Banque centrale serait une inflation annuelle d'environ 3%³². Ce bas taux d'inflation serait dû principalement à la baisse des prix des matières premières et du prix du baril de pétrole.³³

Selon des données de 2016³⁴, le **Human Development Index** positionne le Costa Rica au 66^{ème} rang sur 188 pays (*idem* en 2015), soit devant Cuba, derrière Trinité-et-Tobago, et au même rang que la Serbie³⁵, ce qui le qualifie donc comme un pays de « *high human development* »³⁶. Malgré une croissance économique régulière, le pays n'a pas connu d'amélioration significative de son positionnement, notamment à cause des inégalités sociales de la société costaricienne.³⁷ À cela il faut ajouter l'**état précaire des infrastructures** routières qui rend difficile l'accès de la population aux biens et services et entrave ainsi le développement économique général du pays. Des projets sont néanmoins en voie de

²⁰ <https://countryeconomy.com/ratings> (Consulté le 18.05.2018). Voir aussi :

https://www.centralamericadata.com/es/article/home/Outlook_negativo_para_la_deuda_de_Costa_Rica (Consulté le 18.05.2018)

²¹ <https://www.fitchratings.com/site/pr/1035520> (Consulté le 18.05.2018).

²² https://www.centralamericadata.com/es/article/home/Outlook_negativo_para_la_deuda_de_Costa_Rica (Consulté le 18.05.2018).

²³ <https://www.nacion.com/opinion/editorial-deficit-fiscal-eleva-tasas-de-interes/C2LVXVHPRBADJHPQFDIOMRME4/story/> (Consulté le 18.05.2018).

²⁴ https://www.centralamericadata.com/es/article/home/Costa_Rica_Empeoran_cifras_fiscales (Consulté le 18.05.2018).

²⁵ <https://www.elmundo.cr/banco-central-pronostica-deficit-fiscal-cercano-al-8-del-pib-2019/> (Consulté le 25.05.2018).

²⁶ *Estudios Económicos de la OCDE*, op. cit., p. 41.

²⁷ Pour plus de détails, voir: *Estudios Económicos de la OCDE*, op. cit., pp. 91-129.

²⁸ *Id.*, p. 98.

²⁹ Voir par exemple : https://www.centralamericadata.com/es/article/home/Costa_Rica_Plan_de_deuda_para_2018 (Consulté le 18.05.2018).

³⁰ <http://gobierno.cr/gobierno-del-presidente-solis-estabilizo-situacion-economica-de-costa-rica-y-la-mejoro-en-varias-areas/#more-30092> (Consulté le 22.05.2018).

Voir aussi :

<https://presidencia.go.cr/comercio-exterior/2017/12/exportaciones-de-bienes-desde-costarica-consolidan-crecimiento-en-2017/> (Consulté le 22.05.2018).

³¹ Voir Annexe 2.

³² https://activos.bccr.fi.cr/sitios/bccr/investigacioneseconomicas/DocPoliticaMonetariaInflacion/2018-DT-01-Adop_de_MI_%20en_CR.pdf (Consulté le 18.05.2018).

³³ http://www.bccr.fi.cr/publicaciones/politica_monetaria_inflacion/PM_2017-2018.pdf (Consulté le 18.05.2018).

³⁴ <http://hdr.undp.org/en/countries> (Consulté le 18.05.2018).

³⁵ <http://hdr.undp.org/en/composite/HDI> (Consulté le 18.05.2018).

³⁶ http://hdr.undp.org/sites/default/files/2016_human_development_report.pdf (Consulté le 18.05.2018).

³⁷ *Estudios Económicos de la OCDE*, op. cit., p. 27.

réalisation pour améliorer les réseaux routiers³⁸ et les transports publics³⁹. Le processus sera toutefois long avant de voir des résultats concrets.

Le 10 février 2014, sous l'alors présidente Laura Chinchilla, le Costa Rica a signé une déclaration d'intention et une feuille de route pour l'adhésion rapide du pays à l'**Alliance du Pacifique**. Toutefois l'adhésion finale au traité est encore en suspens. Il faut dire que l'ouverture au marché libre de 90% des produits costaricains fait particulièrement peur aux agriculteurs locaux.⁴⁰ Si le Costa Rica venait à adopter l'Alliance, il en résulterait pourtant des opportunités intéressantes pour augmenter la consommation et le volume de production en Amérique Latine.⁴¹ L'industrie et la Chambre de commerce costariciennes ont mis l'accent en 2016 sur l'urgence de se joindre à la zone de libre-échange afin d'accroître l'activité d'exportation du pays.⁴² Le nouveau gouvernement défend pour le moment le *statu quo*.

Il vaut également la peine de citer la volonté du Costa Rica d'introduire une **formation professionnelle duale** basée sur les exemples de l'Allemagne, de la Suisse, des Pays-Bas et de l'Autriche, et combinant formation théorique et formation pratique en entreprise. Cet élément fait d'ailleurs partie des points recommandés par le rapport de l'OCDE pour une amélioration du système éducatif.⁴³ Une première phase avec un projet-pilote a déjà été mise en pratique à partir de février 2017. À plus long terme, la formation duale devra être institutionnalisée par l'adoption d'une loi spécifique, plus ambitieuse que le projet-pilote, avec la mise en place d'un système composé par un tiers de théorie et deux tiers de pratique.⁴⁴ Mais à la fin de l'année 2017, les avancées en la matière semblaient stagner : même si de nombreuses entreprises se montrent intéressées par ce type de formation, il faudra encore que le pays trouve le moyen d'établir le type de relation qui doit être conclu entre institutions éducatives et entreprises.⁴⁵

2 Accords internationaux et régionaux économiques

2.1 Politique, priorités du pays

En plus de faire partie de l'OMC depuis le 1^{er} janvier 1995 (le Costa Rica était déjà membre du GATT depuis le 24 novembre 1990)⁴⁶ et du Marché commun centraméricain (MCCA)⁴⁷ depuis sa fondation le 13 décembre 1960, le Costa Rica a signé plusieurs **accords de libre-échange multilatéraux**⁴⁸ :

³⁸ Voir par exemple : <https://www.crhoy.com/nacionales/proxima-semana-inician-intervencion-de-28-rutas-prioritarias/> (Consulté le 18.05.2018).

³⁹ Voir par exemple : <http://www.diarioextra.com/Noticia/detalle/356224/incofer-comprara-nuevos-trenes> (Consulté le 18.05.2018).

⁴⁰ <https://www.latinamericanpost.com/index.php/es/comercio/17262-costa-rica-un-posible-nuevo-aliado-de-la-alianza-del-pacifico> (Consulté le 18.05.2018).

⁴¹ *Ibid.*

⁴² <http://www.estrategiaynegocios.net/centroamericaymundo/centroamerica/costarica/937981-330/costa-rica-industriales-a-favor-de-alianza-del-pac%C3%ADfico> (Consulté le 18.05.2018).

⁴³ *Estudios Económicos de la OCDE, op. cit.*, pp. 71-72, 113, 156 et 177.

⁴⁴ http://www.eldiario.es/sociedad/Costa-Rica-aprueba-aplicar-educacion_0_588641610.html (Consulté le 18.05.2018).

⁴⁵ <https://www.larepublica.net/noticia/formacion-dua> (Consulté le 18.05.2018) ;

Voir aussi : <http://www.aedcr.com/etiquetas/dimension-economica> (Consulté le 18.05.2018).

Remarquons encore que le Costa Rica est tiraillé entre partisans enthousiastes et farouches adversaires de la formation professionnelle duale. Si l'Union des chambres de commerce a fortement encouragé le Gouvernement de Guillermo Solís à prendre des initiatives en faveur de cette nouvelle voie, les syndicats de l'éducation publique s'y opposent catégoriquement en arguant du fait que la formation professionnelle va entraîner la désertion scolaire. Ils considèrent la formation duale comme une formation non formelle synonyme d'échec scolaire. Ces préjugés se rencontrent tout spécialement dans les pays latins dans lesquels le diplôme universitaire est la condition *sine qua non* de la reconnaissance sociale et de l'épanouissement professionnel.

⁴⁶ https://www.wto.org/english/thewto_e/countries_e/costa_rica_e.htm (Consulté le 22.05.2018).

⁴⁷ Marché commun centraméricain : Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua.

⁴⁸ http://www.sice.oas.org/cty/index/CRI/CRIagreements_s.asp#CustomsUnions (Consulté le 22.05.2018).

Accord entre (Pays)	Signature	Entrée en vigueur au Costa Rica
République dominicaine – Amérique centrale (Costa Rica , El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua)	16.04.1998	07.03.2002
Chili – Amérique centrale (Costa Rica , El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua)	18.10.1999	15.02.2002
Panamá – Amérique centrale (Costa Rica , El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua)	06.03.2002	23.11.2008
CARICOM (Barbade, Belize, Guyana, Trinité-et-Tobago) – Costa Rica	09.03.2004	Costa Rica avec : Barbade (01.09.2006), Belize (10.03.2011), Guyana (30.04.2006), Trinité-et-Tobago (15.11.2005)
ALÉAC ⁴⁹ – Costa Rica	05.08.2004	01.01.2009
Mexique – Amérique centrale (Costa Rica , El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua)	22.11.2011	01.07.2013
UE – Amérique centrale (Costa Rica , El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panamá)	29.06.2012	01.10.2013 (Application provisoire)
AELE – Amérique centrale (Costa Rica et Panamá)	24.06.2013	19.08.2014
Corée du Sud – Amérique centrale	21.02.2018	

Des accords bilatéraux entre le Costa Rica et d'autres pays sont aussi en vigueur⁵⁰ :

Accord avec (Pays)	Signature	Entré en vigueur au Costa Rica
Canada	23.04.2001	01.11.2002
Singapour	06.04.2010	01.07.2013
Chine	08.04.2010	01.08.2011
Pérou	26.05.2011	01.06.2013
Colombie	22.05.2013	01.09.2016

L'Accord entre l'UE et la plupart des membres du SICA⁵¹ (sauf Belize et la République dominicaine) signé le 29 juin 2012 à Tegucigalpa (Honduras) est entré partiellement en application au Costa Rica pour ce qui est de sa partie commerciale depuis le 1^{er} octobre 2013. L'accord comprend trois volets : **un commercial** (réduction des droits de douanes entre les territoires des parties contractantes, sur une grande partie des biens importés, notamment des produits agricoles) ; **un volet politique** (qui inclue de nombreux objectifs visant à mettre en avant la démocratie, la paix, les droits de l'Homme, l'État de droit, la coopération internationale, etc.) ; et **un volet de coopération** (dans le sens que cet accord remplacera les précédents

⁴⁹ L'Accord de libre-échange entre l'Amérique centrale (Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua), les États-Unis d'Amérique et la République Dominicaine.

⁵⁰ http://www.sice.oas.org/cty/index/CRI/CRIagreements_s.asp#CustomsUnions (Consulté le 22.05.2018).

⁵¹ *Sistema de la Integración Centroamericana* (Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panamá)

accords de coopération politique entre les deux régions lorsqu'il entrera pleinement en vigueur). Le processus de ratification interne de l'UE est toutefois toujours en cours.⁵²

2.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination)

Les accords cités plus haut ne présentent pas un potentiel de discrimination significatif pour les exportateurs et les investisseurs suisses.

3 Commerce extérieur

3.1 Evolution et perspectives générales

Les données disponibles qui concernent les exportations et les importations sont à analyser avec précaution car elles peuvent varier selon qu'elles proviennent des autorités costariciennes ou d'autres instances économiques. Selon les données du FMI⁵³, en 2017, les **exportations** ont augmenté de 6,9% pour atteindre 10'598 millions de USD. Toujours selon le FMI, le principal partenaire économique du pays reste évidemment les États-Unis avec près de 41% du total des exportations (+6,6% par rapport à 2016), suivi par la Belgique avec 6,4% (une augmentation de près de 28% de ses exportations à destination de ce pays est à signaler), les Pays-Bas avec 5,6%. Viennent ensuite les cinq autres pays hispanophones d'Amérique centrale puis le Mexique. 27% du total de ses exportations concernaient des appareils optiques, techniques et médicaux pour une valeur de 2,9 milliards de USD ; 20,8% les fruits et les noix pour 2,2 milliards de USD.⁵⁴ On pourrait encore noter les 5% représentés par diverses préparations alimentaires, ou encore les 4,5% en équipements et autres machines électriques.⁵⁵ Selon les experts, le Costa Rica devrait augmenter ses exportations vers l'Asie et les côtes pacifiques d'Amérique du Nord et du Sud suite à l'expansion du canal de Panamá. C'est d'ailleurs à cette fin que le port pour conteneur de Moín subi d'importants travaux d'agrandissement et modernisation de ses **infrastructures** pour répondre à l'augmentation des exportations escomptée (toutefois, sa mise en fonction est retardée régulièrement ; initialement prévue pour début 2018, elle est actuellement programmée pour le printemps 2019).⁵⁶ Les produits agricoles qui devraient profiter davantage de ces améliorations sont les bananes et les ananas (pour rappel, le Costa Rica est le quatrième exportateur de bananes au monde et le plus important exportateur d'ananas avec environ 70% des parts du marché global pour ce dernier fruit).⁵⁷ Selon le FMI, le niveau des **importations** en 2017 a été de 15'920 millions de USD (+3,6% par rapport à 2016). Le pays d'où le Costa Rica a importé le plus a été à nouveau les États-Unis avec 38,4% des parts de marché, suivi par la Chine avec 13,1% et le Mexique avec 7,1%. L'Allemagne et l'Espagne sont les deux seuls pays européens à faire partie du top 10. Les exportations à destination de la Suisse et les importations à partir de celles-ci occupent une place tout à fait marginale avec respectivement 0,04% et 0,96% des parts de marché.

3.2 Commerce bilatéral

Le Costa Rica est le deuxième partenaire commercial (après le Panamá) le plus important en Amérique centrale pour la Suisse. Selon les données de l'Administration fédérale des douanes⁵⁸, pendant l'année 2017, les exportations suisses vers le Costa Rica ont été de 180 millions de francs suisses (+5,1% par rapport à l'année 2016). Les principales exportations suisses vers le Costa Rica sont les produits pharmaceutiques avec 63,3% de l'exportation totale, et les instruments médicaux avec 20,2%. En 2017, les importations en provenance du

⁵² <http://ec.europa.eu/trade/policy/countries-and-regions/regions/central-america/> (Consulté le 22.05.2018)

⁵³ Voir Annexe 3.

⁵⁴ <http://www.worldstopexports.com/costa-ricas-top-10-exports/> (Consulté le 22.05.2018).

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ <http://logisticsportal.iadb.org/node/2428> (Consulté le 22.05.2018).

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ Voir Annexe 4.

Costa Rica ont augmenté de 6,5% et s'élèvent à plus de 108 millions de francs suisses. Les produits agricoles sont toujours les plus importés (75,3% du total), suivis par les instruments médicaux (21,1%).⁵⁹ Les chiffres sont donc restés assez stables entre 2016 et 2017. La balance commerciale est en faveur de la Suisse.

4 Investissements directs

4.1 Evolution et perspectives générales

Le Costa Rica reste attractif pour les **investissements étrangers directs**.⁶⁰ Ainsi, les principaux avantages concurrentiels du pays sont sa stabilité politique, sa sécurité juridique, sa disponibilité en travailleurs qualifiés – pour la région – et un système de zones franches qui fonctionne. Le pays figure même parmi les pays émergents les plus prometteurs pour les investisseurs (spécialement pour l'infrastructure et les produits pharmaceutiques).⁶¹ Il fait même partie des pays émergents ayant « *des économies relativement diversifiées et de solides fondamentaux financiers [et qui] seront les plus résilients face à la hausse des taux américains et les moins enclins à s'engager dans des politiques restrictives, à moins d'un risque inflationniste qui menacerait la stabilité des monnaies et le pouvoir d'achat des consommateurs* ». ⁶² Cependant, le pays a encore de nombreuses lacunes qui doivent être corrigées afin d'améliorer la compétitivité du Costa Rica et encourager l'entrée des flux d'IDE comme l'a encore rappelé dernièrement le rapport de l'OCDE⁶³ ou encore la Chambre costaricaine de Commerce Nord-Américain⁶⁴ : notamment en matière de déficit fiscal, de développement des infrastructures, de sécurité, de réduction des coûts de l'énergie, de politique de change, d'éducation duale, d'emploi, de plus grande ouverture commerciale et d'innovation. Le système bancaire, même s'il est jugé solide, manque de concurrence : en 2017, les trois banques d'Etat et le *Banco Popular* contrôlaient le 63% des actifs et le 60% des prêts de l'ensemble du système bancaire.⁶⁵ *Banco Central de Costa Rica* BCCR n'a pas de politique définie en matière de concurrence dans le secteur financier et souffre d'un déficit de capacité quant à sa gestion de la politique monétaire du pays.⁶⁶

En 2016, le Costa Rica a attiré un flux d'investissements étrangers directs de 3'222 millions de dollars, ce qui représente une croissance de 9,5% par rapport à l'année précédente.⁶⁷ À la fin de l'année, les investissements étrangers cumulés ont été de 33'869 milliards de dollars. Les investisseurs étaient avant tout Américains avec une part de 53,7%, suivis par l'Espagne avec 7,1%, et le Mexique avec 5,3%. La Suisse est en septième position (cinquième en 2015) avec un stock d'investissements d'environ 1'123 millions de dollars. Les investissements sont de plus en plus dominés par les entreprises de haute technologie et des fournisseurs de services professionnels. Ces dernières années, le gouvernement a cherché à promouvoir de nouveaux investissements dans les technologies de l'information, ce qui s'est traduit par exemple par l'ouverture en février 2017 de deux centres Microsoft, créant ainsi 280 nouveaux postes de travail.⁶⁸

Les plus importants **projets d'infrastructure** du Costa Rica sont en grande partie réalisés grâce aux investissements étrangers. L'élargissement du canal de Panamá a rendu en partie nécessaire l'extension du terminal à conteneurs de Moín sur la côte atlantique du Costa Rica⁶⁹ et celui-ci devrait servir au développement du pays⁷⁰. Pour sa construction, la société néerlandaise APM Terminals a reçu une concession de 33 ans en mars 2011. L'investissement

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ *Estudios Económicos de la OCDE, op. cit.*, p. 26.

⁶¹ <https://atradius.fr/publications/marches-les-plus-prometteurs-2018.html> (Consulté le 22.05.2018).

⁶² <https://www.investir.ch/article/2018-annee-charniere-linclusion-financiere-marches-emergents/> (Consulté le 22.05.2018).

⁶³ Qui souligne l'excessive régulation du marché des produits. Voir : *Estudios Económicos de la OCDE, op. cit.*, p. 29.

⁶⁴ La *Cámara Costarricense-Norteamericana de Comercio* (AmCham). Voir : <https://www.elmundo.cr/amcham-propone-a-nuevo-gobierno-10-temas-prioritarios-para-aumentar-competitividad-del-pais/> (Consulté le 22.05.2018).

⁶⁵ *Estudios Económicos de la OCDE, op. cit.*, p. 47.

⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁷ Voir Annexe 5.

⁶⁸ <http://news.co.cr/microsoft-expands-operations-costa-rica/57067/> (Consulté le 22.05.2018).

⁶⁹ <http://logisticsportal.iadb.org/node/2428> (Consulté le 22.05.2018).

⁷⁰ *Estudios Económicos de la OCDE, op. cit.*, p. 43.

en question s'élève à 992 millions de dollars et il s'agit du plus important projet d'infrastructure de l'histoire du Costa Rica. Les travaux de construction ont commencé au début de 2015., et la terminale devrait entrer en service en 2019.

Un autre projet de grande importance est la construction du nouvel aéroport international à Orotina.⁷¹ Mais le projet a pris du retard et ne sera probablement pas opérationnel avant 2027.⁷² L'actuel aéroport de *Juan Santamaría* a atteint la limite de ses capacités. Celles du nouvel aéroport devraient permettre le traitement de sept millions de passagers annuels, le double par rapport à celui de *Juan Santamaría*. Au-delà du nombre de passagers, le nouvel aéroport permettra de faire atterrir les avions de plus grande taille (comme les Airbus A380 et le Boeing 777), trop grands pour le *Juan Santamaría*.⁷³ Ceci dit, les implications sur le territoire et sur le marché aérien régional d'un aéroport qui se trouve à une heure de route de la capitale (sans circulation) n'ont pas encore été vraiment simulés.

4.2 Investissements bilatéraux

Les grandes entreprises suisses actives au Costa Rica (ABB, Holcim-Lafarge, Nestlé, Novartis, Roche) ont dans la plupart des cas de nombreuses années d'expérience dans le pays et sont bien intégrées. En revanche, la Suisse est peu représentée dans le secteur financier. L'accord de libre-échange entre l'AELE et l'Amérique centrale (Panamá et Costa Rica) a amélioré les conditions cadres pour augmenter les échanges entre les pays signataires. Pour cette raison, plusieurs entreprises et investisseurs suisses pourraient avoir un intérêt plus grand pour s'installer au Costa Rica. En 2015, ABB a fait la commande la plus importante de la part d'une société suisse en Amérique centrale. L'entreprise est en effet responsable de l'électrification générale pendant la construction du port à conteneurs de Moín (cf. supra).

Le nombre de touristes suisses est passé de 21'142 en 2016 à 25'395 en 2017 et a donc connu une belle augmentation de 20,1%.⁷⁴ Ce chiffre reste toutefois modeste par rapport aux 2'959'869 visiteurs sur l'ensemble de l'année (soit 0,86% de tous les touristes). On peut peut-être faire un parallèle entre la nette augmentation des touristes suisses dans le pays et la mise en service par la compagnie aérienne "Edelweiss" de deux nouveaux vols directs hebdomadaires entre Zurich et San José. Entre le 9 mai 2017 (début de l'exploitation de la ligne) et la fin octobre 2017, les ressortissants suisses représentaient 31% des passagers, les Costaricains 26%, le reste de l'Europe 41% et le reste du monde 2%. 80 millions de USD annuels en faveur du Costa Rica sont attendus. Après une année d'exploitation, plus de 200 vols ont eu lieu, transportant plus de 55'000 passagers.⁷⁵ La mise en service d'un troisième vol hebdomadaire devrait suivre dans le courant de l'année 2018 (novembre ?).

5 Promotion commerciale, économique et touristique « Promotion de l'image de la Suisse »

5.1 Instruments de la promotion économique extérieure

En 2015, l'accord de collaboration entre l'« *Asociación Costarricense de Profesionales en Turismo* » (ACOPROT) et « *Swiss Education Group* » a réuni cinq écoles hôtelières privées de Suisse.

Signalons le projet « *Research for Development R4D2* » du « *Fonds national suisse* » conduit par l'EPFZ lancé en juin 2017 et qui doit promouvoir la mise en œuvre efficace de réformes de la formation professionnelle jusqu'en 2023. Le 25 juillet 2017, à Nicoya, un accord de

⁷¹ Voir notamment : <https://www.youtube.com/watch?v=SCcfanVnxjE> (Consulté le 22.05.2018).

⁷² <https://www.crhoy.com/reportaje-especial/despegara-el-aeropuerto-de-orotina-antes-debera-superar-4-escollos/> (Consulté le 22.05.2018).

⁷³ <https://www.larepublica.net/noticia/confirmado-nuevo-aeropuerto-en-orotina> (Consulté le 22.05.2018).

⁷⁴ <http://www.ict.go.cr/es/estadisticas/informes-estadisticos.html> (Consulté le 22.05.2018).

⁷⁵ <https://www.elnuevodiario.com.ni/internacionales/centroamerica/464291-aerolinea-edelweiss-celebra-primer-ano-operacion-c/> (Consulté le 25.05.2018).

coopération a été signé entre l'« *Instituto nacional de Aprendizaje* » (INA) et l'association suisse « *Edunámica* » pour un projet de formation professionnelle duale intitulé « *Centro Técnico de Nosara* ». L'accent sera mis sur le secteur hôtelier. L'entreprise suisse « *Skillsonics* » souhaiterait développer un partenariat avec ABB et Holcim pour la mise en œuvre de la formation duale.

Enfin, la signature d'un accord-cadre en février 2014 entre le CERN et le Costa Rica a déjà permis la participation d'étudiants et de professeurs costaricains à divers programmes de l'organisation implantée à Genève.

5.2 Intérêt du Costa Rica pour la Suisse

La Suisse et ses produits jouissent d'une excellente image au Costa Rica. Cependant, les échanges commerciaux demeurent limités, même si en augmentation. Les biens de consommation suisses, de par leurs prix, ne trouvent pas forcément la masse critique pour une expansion de leurs marchés en terres costaricaines. Pour ce qui est des offres de formation publique ou privée en Suisse, selon des statistiques non officielles, il y aurait environ une quarantaine de jeunes gens suivant une scolarisation en Suisse.

Enfin, pour le secteur du tourisme, selon des données costaricaines, environ 11'800 costaricains auraient séjourné dans notre pays en qualité de touristes au premier semestre 2017 (ce qui en fait la 5^{ème} destination européenne après respectivement la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Espagne).⁷⁶ Toutefois, ces données sont à prendre avec prudence, notamment parce que souvent on indique le port d'entrée comme destination, excluant ainsi d'autres pays faisant partie d'un tour plus vaste. En outre, une grande proportion des séjours se font à Genève, pour des raisons essentiellement liées aux activités des conférences qui s'y tiennent.

⁷⁶ https://www.hosteltur.lat/171400_crece-6-turismo-europa-costa-rica-primer-semestre.html (Consulté le 22.05.2018).

6 Annexes

6.1 ANNEXE 1 – Structure de l'économie

	Année 2011	Année 2016
Répartition du PIB*		
Secteur primaire	6,4 %	5,5 %
Secteur manufacturier	24,5 %	21,5 %
Services	69,1 %	73 %
– dont services publics	NA	NA

	Année 2011**	Année 2017***
Répartition de l'emploi		
Secteur primaire	14,09 %	13,11 %
Secteur manufacturier	19,77 %	19,24 %
Services	65,81 %	67,04 %
Non spécifiés	NA	0,60 %
– dont services publics	NA	NA

Sources :

* <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=2&country=CRI&series=&period> (Consulté le 11.05.2018).

** <http://data.worldbank.org/indicator/> (Consulté le 14.05.2018).

*** Résultats au I^{er} trimestre. <http://www.inec.go.cr/encuestas/encuesta-continua-de-empleo> (Consulté le 14.05.2018).

6.2 ANNEXE 2 – Principales données économiques

	2016	2017	2018
PIB (USD mia)*	58,11	58,91	61,06
PIB/habitant (USD)*	11'836,46	11'856,79	12'144,51
Taux de croissance (% du PIB)**	4,3	3,9	3,6
Taux d'inflation (%)*	-0,02	1,72	2,85
Taux de chômage (%)*	9,30	8,10	7,92
Solde budgétaire (% du PIB)***	-5,28	-6,28	-6,73
Solde des transactions courantes (% du PIB)*	-3,24	-3,89	-3,97
Dette extérieure totale (% du PIB)*	44,71	49,10	52,39
Service de la dette (% du PIB)****	3,3	3,5	3,6
Réserves (mois d'importations)****	4,8	4,3	4,1

* Source :

FMI, World Economic Outlook (octobre 2017) :

https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2017/02/weodata/weorept.aspx?sy=2016&ey=2019&scsm=1&ssd=1&sort=country&ds=.&br=1&c=238&s=NGDP_R%2CNGDP_RPCH%2CNGDP%2CNGDPD%2CPPPGDP%2CNGDP_D%2CNGDPRPC%2CNGDPRPPPC%2CNGDPPC%2CNGDPDPC%2CPPPC%2CPPPSH%2CPPPEX%2CNID_NGDP%2CNGSD_NGDP%2CPCPI%2CPCPIPCH%2CPCPIE%2CPCPIEPCH%2CTM_RPCH%2CTMG_RPCH%2CTX_RPCH%2CTXG_RPCH%2CLUR%2CLP%2CGGR%2CGGR_NGDP%2CGGX%2CGGX_NGDP%2CGGCNL%2CGGCNL_NGDP%2CGGXONLB%2CGGXONLB_NGDP%2CGGXWDG%2CGGXWDG_NGDP%2CNGDP_FY%2CBCA%2CBCA_NGDPD&grp=0&a=&pr1.x=51&pr1.y=10 (Consulté le 24.04.2018)

** Source:

Banque Mondiale :

<http://www.worldbank.org/en/country/costarica/overview> (Consulté le 11.05.2018)

*** Source :

<https://www.statista.com/statistics/443964/costa-rica-budget-balance-in-relation-to-gdp/> (Consulté le 11.05.2018)

**** Source :

Costa Rica : 2017 Article IV Consultation-Press Release; and Staff Report

<http://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2017/06/27/Costa-Rica-2017-Article-IV-Consultation-Press-Release-and-Staff-Report-44991> (Consulté le 15.05.2018)

6.3 ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux 2017

Rang	Pays	Exportations 2017 (millions USD)	Part	Exportations 2016 (millions USD)	Variation (2016)	Rang	Pays	Importations 2017 (millions USD)	Part	Importations 2016 (millions USD)	Variation (2016)
1	USA	4331,84	40,87%	4064,33	6,58%	1	USA	6104,71	38,35%	5743,78	6,28%
2	Belgique	680,05	6,42%	532,21	27,78%	2	Chine	2086,15	13,10%	2085,53	0,03%
3	Pays-Bas	593,93	5,60%	575,44	3,21%	3	Mexique	1122,22	7,05%	1066,20	5,25%
4	Panamá	574,66	5,42%	561,02	2,43%	4	Guatemala	421,98	2,65%	416,78	1,25%
5	Nicaragua	537,55	5,07%	517,30	3,91%	5	Allemagne	404,50	2,54%	387,49	4,39%
6	Guatemala	525,55	4,96%	516,34	1,78%	6	Japon	387,12	2,43%	421,40	-7,71%
7	Honduras	365,49	3,45%	334,82	9,16%	7	Brésil	306,43	1,92%	330,15	-7,18%
8	El Salvador	286,47	2,70%	274,15	4,49%	8	Colombie	299,44	1,88%	292,88	2,24%
9	Mexique	279,41	2,64%	257,20	8,64%	9	Chili	290,14	1,82%	282,40	2,74%
10	République dominicaine	230,14	2,17%	258,91	-11,11%	10	Espagne	281,92	1,77%	222,73	26,57%
	Suisse	4,16	0,04%	5,49	-24,23%		Suisse	152,86	0,96%	145,75	4,88%
	UE	2212,90	20,88%	2078,04	6,49%		UE	1599,17	10,04%	1478,40	8,17%
	Zone Euro	1969,02	18,58%	1863,52	5,66%		Zone Euro	1319,82	8,29%	1216,47	8,50%
Total	Monde	10'598,15	100%	9914,30	6,90%		Monde	15'920,12	100%	15367,61	3,60%

Source: <http://data.imf.org/regular.aspx?key=61013712> (Consulté le 25.04.2018).

6.4 ANNEXE 4 – Echanges commerciaux Suisse – Costa Rica

Total 2		Import in Mio. CHF				Export in Mio. CHF				Saldo in Mio. CHF	
		2016	2017	+/- %	Anteil	2016	2017	+/- %	Anteil	2016	2017
Total		102.06	108.66	6.5	100.0	171.26	180.06	5.1	100.0	69.20	71.40
01 - 24	Landwirtschaftliche Produkte	74.29	81.80	10.1	75.3	1.70	1.54	-9.5	0.9	-72.59	80.27
25 - 26	Mineralische Stoffe			*	*	0.03	0.03	25.3	0.0	0.03	0.03
27	Energieträger			*	*	0.07	0.03	-63.9	0.0	0.07	0.03
28 - 29	Chemische Grundprodukte		0.00	*	0.0	2.04	1.56	-23.3	0.9	2.04	1.56
30	Pharmazeutische Erzeugnisse	1.46	0.02	-98.8	0.0	111.39	113.89	2.2	63.2	109.93	113.87
31 - 32	Düngemittel, Farbstoffe, Pigmente	0.00	0.00	-91.0	0.0	0.16	0.07	-55.0	0.0	0.15	0.07
33 - 34	Schönheitsmittel, Waschmittel	0.06	0.05	-17.0	0.0	0.71	0.57	-19.6	0.3	0.64	0.51
35 - 38	Stärke, versch. chemische Erzeugnisse	0.00	0.00	-88.8	0.0	0.41	0.43	5.0	0.2	0.41	0.43
39 - 40	Kunststoffe, Kautschuk	1.60	0.93	-42.1	0.9	0.72	0.48	-33.7	0.3	-0.88	-0.45
41 - 43	Felle, Leder, Lederwaren	0.02	0.03	59.9	0.0	0.05	0.02	-50.2	0.0	0.03	0.00
44 - 46	Holz, Kork, Flechtwaren	0.01	0.01	9.3	0.0	0.08	0.07	-11.5	0.0	0.06	0.05
47 - 49	Papier und Papierwaren	0.00	0.01	113.2	0.0	0.09	0.16	68.8	0.1	0.09	0.15
50 - 63	Textilien und Bekleidung	0.59	0.24	-58.8	0.2	0.15	0.06	-62.0	0.0	-0.44	-0.19
64 - 67	Schuhe, Schirme usw.	0.00	0.00	346.5	0.0	0.00	0.00	11.2	0.0	0.00	0.00
68 - 70	Waren aus Steinen, Keramik, Glas		0.00	*	0.0	0.42	0.33	-22.6	0.2	0.42	0.33
71	Edelsteine, Edelmetalle, Bijouterie	1.09	1.16	6.1	1.1	3.23	3.62	12.2	2.0	2.14	2.46
72 - 83	Unedle Metalle und Waren daraus	0.14	0.05	-66.3	0.0	1.23	1.59	29.3	0.9	1.09	1.54
84	Maschinen (nicht elektrisch)	0.13	0.14	9.6	0.1	3.27	3.30	0.6	1.8	3.15	3.16
85	Maschinen (elektrisch)	1.06	0.99	-7.2	0.9	4.97	4.75	-4.3	2.6	3.90	3.77
86 - 89	Fahrzeuge, Flugzeuge usw.	0.00	0.19	**	0.2	0.04	0.06	45.1	0.0	0.04	-0.14
90	Opt. / medizin. Instrumente	21.49	22.92	6.7	21.1	30.89	36.43	17.9	20.2	9.40	13.51
91	Uhrmacherwaren	0.06	0.04	-33.0	0.0	9.18	10.63	15.8	5.9	9.12	10.59
92	Musikinstrumente			*	*	0.02	0.02	-17.6	0.0	0.02	0.02
93	Waffen und Munitionen										
94	Möbel, Bettzeug usw.	0.03	0.02	-46.9	0.0	0.38	0.41	9.4	0.2	0.35	0.40
95 - 96	Spielzeuge, Sportgeräte usw.	0.00	0.01	**	0.0	0.04	0.03	-27.2	0.0	0.04	0.02
97	Kunstgegenstände, Antiquitäten	0.01	0.05	732.6	0.0	0.01	0.00	-80.8	0.0	0.01	-0.05

Source : Administration fédérale des douanes, résultats provisoires, 17 janvier 2018.

6.5 ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs année : 2015

Rang	Pays	Investissements directs 2016 (Mio. USD, stock)	Part	Investissements directs 2015 (Mio. USD, stock)	Variation (stock)	Flux année écoulée (Mio. USD)
1	USA	18'200	53,74 %	17'205	5,47 %	995
2	Espagne	2'374	7,01 %	2'195	7,54 %	179
3	Mexique	1'780	5,26 %	1'647	7,47 %	133
4	Pays-Bas	1'340	3,96 %	896	33,17 %	444
5	UK	1'250	3,69 %	1'202	3,84 %	48
6	Colombie	1'188	3,51 %	881	25,84 %	307
7	Suisse	1'123	3,32 %	1'026	8,74 %	97
8	Canada	983	2,90 %	500	49,14 %	483
9	Panamá	942	2,78 %	870	7,64 %	172
10	Italie	655	1,93 %	474	27,63 %	181
	Total	33'869	100 %	30'647	9,51 %	3'222

Source : <http://data.imf.org/regular.aspx?key=61227426> (Consulté le 14.05.2018).